



La France en passe d'abandonner sa FILIÈRE BIO

Paris, le 23/02/2023. Mardi soir, à quelques jours de l'ouverture du salon de l'agriculture, le cabinet du Ministre Marc Fesneau recevait les filières biologiques au grand complet. Cette réunion, que le Ministre n'a pas daigné honorer de sa présence, est le point d'orgue d'un an de discussions sur le soutien que l'Etat devrait apporter aux filières biologiques pour qu'elles surmontent la période de contraction du marché débutée en 2021. La conclusion est limpide et malheureuse : malgré l'objectif de presque doubler les surfaces bio en 5 ans, le soutien gouvernemental tant espéré ne vient pas.

En France les filières agricoles biologiques sont les seules qui ne méritent pas d'être soutenues !

Les acteurs de la bio n'ont eu de cesse depuis un an de devoir démontrer la réalité des difficultés, de les chiffrer, de proposer des mesures de soutien adaptées à chaque production. Pour obtenir toujours la même réponse : l'Etat français ne peut rien ! « *Nous sommes en colère de nous être faits balader de bureau en bureau pour nous entendre dire que nous ne répondons jamais assez bien aux critères* » explique Philippe Camburet, président de la FNAB.

Selon Mathieu Lancry (Président de FOREBio), « *C'est la première fois que les filières bio demandent un accompagnement exceptionnel via des aides directes conjoncturelles. Nous avons un sentiment d'abandon de la part des pouvoirs publics qui laissent les structures économiques gérer seules les baisses de volumes, dans un contexte où nos collègues en conventionnel bénéficient régulièrement de plans d'aides (betteraves, porc, vin)* ».

Rappelons-le, la Bio c'est 60 000 fermes (soit 10% de surfaces préservées de l'utilisation de pesticides de synthèse), 30 000 entreprises, 200 000 emplois dont 150 000 non délocalisables et plus de 13 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

La France prend le chemin inverse de son voisin allemand

Pendant que la France laisse les filières bio s'enfoncer dans la crise sans réagir, l'Allemagne adopte son nouveau plan bio avec une ambition de 30% de surfaces en 2030, 30% du budget de la recherche soit 35 millions d'euros et un engagement à financer l'aide au maintien dans les régions qui ne le feraient pas.

« Les agriculteurs, les transformateurs et les distributeurs se sont engagés depuis des années pour développer des filières bio en France. Ne pas les soutenir dans cette phase de tension serait un terrible gâchis, et une occasion ratée pour la transition écologique », alerte Didier Perreol, président du Synabio.

Les acteurs de la Bio demandent que la France agisse enfin en :

- Adoptant une aide d'urgence 2023 pour les fermes et pour les acteurs des filières
- Revalorisant le soutien sur le moyen terme avec un rebasculement dès 2023 des surplus PAC prévus sur les enveloppes conversion¹ vers l'éco-régime bio
- Rendant contraignant l'objectif de 20% de bio en RHD avant la fin de quinquennat
- Engageant tous les acteurs agricoles et gouvernementaux dans la campagne de communication de l'Agence Bio #BioRéflexe

Contact :

Philippe Camburet – président de la FNAB – 06 77 94 85 19

Claire Dimier-Vallet – Synabio – 07 77 69 51 29

Forébio – Mathieu Lancry -06 79 59 20 10

Synadis - Delphine Meron – 06 68 96 98 43

¹ La conversion a fortement ralenti en 2022, les enveloppes ayant été calibrées sur l'ancienne dynamique, un reliquat conséquent va apparaître chaque année